

PÔLE HISTOIRE PASSION 2026



36 000
EXEMPLAIRES
DIFFUSION

112 000
LECTEURS
AUDIENCE

2,3 M
PAGES VUES
(GOOGLE ANALYTICS)

300 000
V.U / MOIS

34 000
FOLLOWERS



Officiers, Sous-officiers
et Gendarmes d'active



Fonctionnaires des
services publics
& Fonctionnaires de
l'administration territoriale



Réservistes et Retraités

LE MAGAZINE DES GENDARMES DEPUIS 1936

CONCEPT

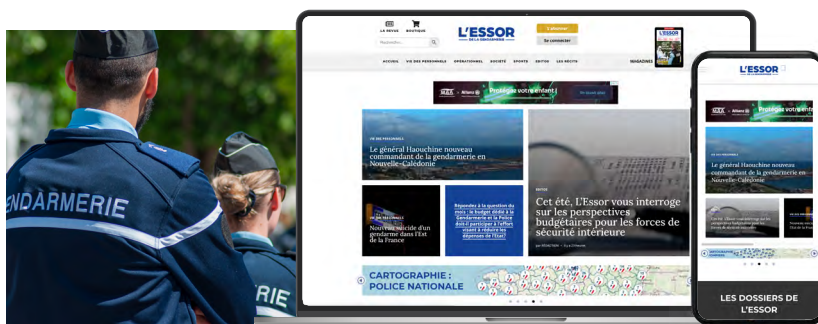
Un mensuel d'information, de réflexion et de perspective sur les missions de plus de 100 000 hommes et femmes, militaires de la Gendarmerie, en charge de la sécurité du pays, au sein de l'une des plus anciennes institutions de France. Magazine de référence des gendarmes depuis 80 ans. L'indépendance de L'ESSOR lui confère une légitimité inégalée dans la communauté.

LE SITE

Le site de L'Essor.org mis en ligne en 2004, est le prolongement naturel du magazine papier dont il complète les contenus et élargit la diffusion en direction d'un lectorat jeune, actif et engagé. L'édition numérique de L'ESSOR, quotidiennement enrichie de nombreux sujets au fil de l'actualité et d'un forum d'échanges particulièrement animé, renforce la crédibilité du titre et sa position d'expert.

LA LETTRE DE L'ESSOR

Hebdomadaire (chaque jeudi). 1^{ère} Newsletter corporatiste. Elle bénéficie d'un taux d'ouverture de 46%. L'essentiel de l'actualité concernant la profession et les sujets de sécurité et de défense.



PLANNING (Sous réserve de modification)

DATÉ	PARUTION	TECHNIQUE
JANVIER	1 ^{er} janvier	18 décembre
FÉVRIER	1 ^{er} janvier	16 janvier
MARS	1 ^{er} janvier	18 février
AVRIL	1 ^{er} avril	18 mars
MAI	1 ^{er} mai	17 avril
SPÉCIAL	1 ^{er} mai	18 avril
JUIN	1 ^{er} juin	18 mai
JUILLET	1 ^{er} juillet	18 juin
AOÛT	1 ^{er} août	17 juillet
SEPTEMBRE	1 ^{er} septembre	18 août
OCTOBRE	1 ^{er} octobre	18 septembre
NOVEMBRE	1 ^{er} novembre	16 octobre
DÉCEMBRE	1 ^{er} décembre	18 novembre

OFFRE BI-MEDIA (Print + Digital)



ACTIVATION DIGITALE
IMPACT OPTIMAL GARANTI !

Baptiste Mirande
bmirande@mediaobs.com
01 44 88 89 06

CONTACTS

Corinne Rougé
crouge@mediaobs.com
01 44 88 93 70

Sandrine Kirchthaler
skirchthaler@mediaobs.com
01 44 88 89 22

Martin Rougé
mrrouge@mediaobs.com
01 44 88 89 10

MEDIAOBS, 44 rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris - 0144 88 9770

Conditions Générales de Vente disponibles sur notre site ou sur simple demande : www.mediaobs.com/titre/L_essor

www.MEDIAOBS.com

EMPLACEMENTS

STANDARDS	QUADRI
Simple Page	8 400
Double Page	16 800
1/2 Page	5 200
1/4 Page	3 400

PRÉFÉRENTIELS	QUADRI
SIMPLE PAGE	
4 ^e de couverture	10 200
2 ^e de couverture	8 500
3 ^e de couverture	7 780

DISPOSITIFS	QUADRI
SIMPLE PAGE	
Sur-couverture	15 300
Cavalier + 4 ^e de couv	13 400
Cavalier	5 800
Recto impératif	+20%
Publi-rédactionnel	Nous consulter

ENCARTS

POUR 1000 EX.	NATIONAL
Recto/Verso	195
4 pages	245
6 pages	345
8 pages	420
16 pages	540
Au delà et régional	Nous consulter

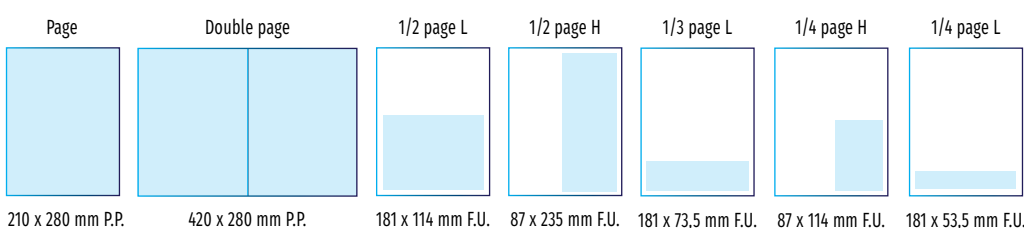
SURTAXE POSTALE	2,05/KG
-----------------	---------

EMPLACEMENTS	REMISE
Jusqu'à 25 000 €	8%
de 25 001 à 50 000 €	12%
Au-delà de 50 000 €	15%

Tout annonceur s'engageant dans le magazine de janvier à décembre 2025 sur un nombre de parutions défini bénéficiera d'un dégressif selon le barème ci-dessus. Il s'applique sur le C.A. brut H.T. des pages, des droits d'asile des encarts, hors frais techniques et surtaxe postale. hors frais techniques d'encartage et surtaxe postale.



INFORMATIONS TECHNIQUES



ÉLÉMENTS À FOURNIR : PDF 1.3 - Fogra 39L - CMJN - 300 DPI - 300% Taux d'encrage max.

Rajouter 5 mm de rogne et les traits de coupe pour les formats plein papier.

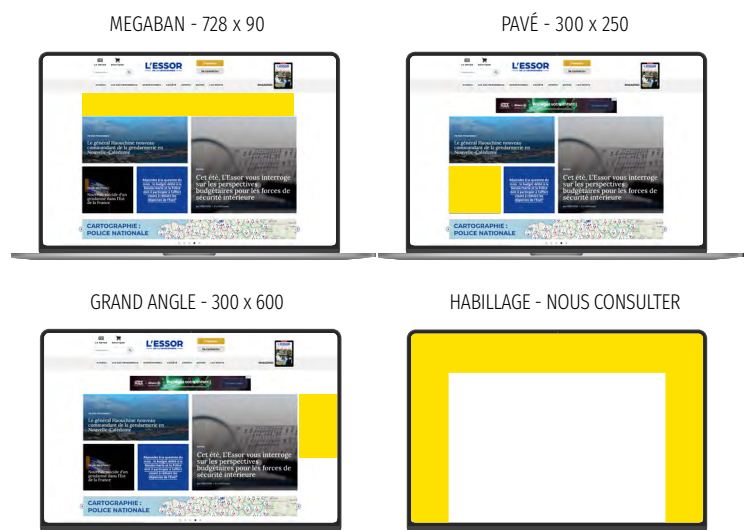
Pour les doubles pages, nous fournir deux pages simples avec traits de coupe et prévoir une zone de grecquage de 10mm (5mm de chaque côté).

SOCIAL/DIGITAL

WWW.LESSOR.ORG	CPM
Mégaban haute	25€
Pavé	23€
Grand angle	20€
Mégaban basse	13€
Habillage	40€

LA LETTRE DE L'ESSOR	TARIF HT
Mégaban haute	900€
Mégaban	500€
Mégaban basse	300€
Habillage	Nous consulter

FORMAT WEB



Remise des éléments : J-7 • FICHIERS : JPEG, GIF • POIDS : 50Ko max, Grand Angle (70Ko)

CUMUL DE MANDATS	3%
------------------	----

Ce dégressif s'applique à toutes les insertions ou encarts (à l'exception des frais techniques d'encartage, frais postaux et achat d'exemplaires en nombre) pour lesquels un mandataire a traité au moins 2 annonces dans le magazine. Ce dégressif, accordé en cours d'ordre, s'additionne aux dégressifs volumes et autres, la somme de ces dégressifs s'applique sur le brut tarif H.T.

REMISE PROFESSIONNELLE	15%
------------------------	-----

La remise professionnelle est accordée aux annonceurs ayant accrédité un mandataire professionnel auprès du titre pour leur achat d'espace (attestation de mandat signée par l'annonceur exigée). Elle s'applique sur le chiffre d'affaires net hors taxes, tous dégressifs tels que précédemment calculés déduits. Elle ne s'applique pas sur les frais techniques, les frais postaux et l'achat d'exemplaires en nombre, ni sur les échanges marchandises.

- Remise des éléments : J-30
- Impression : **offset, trame 150**
- Mode de brochage : **dos carré collé**

STUDIO
Vincent Curet
vcuret@mediaobs.com
01 44 88 89 26

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

Toute souscription d'un ordre de publicité implique pour l'annonceur et son mandataire l'acceptation des conditions générales ci-dessous, valables du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026.

Conclusion du contrat

Toute réservation doit être confirmée auprès du service concerné de la Régie par l'apposition du cachet et de la signature de l'Annonceur ou de son Mandataire au nom et pour le compte de l'Annonceur, sur l'ordre d'insertion détaillé émis par la Régie. Cette confirmation devra parvenir à la Régie avant la date limite de confirmation figurant sur cet ordre d'insertion. L'omission de toute confirmation écrite entraîne de plein droit la libre disponibilité pour la Régie de l'espace préalablement réservé qui pourra être affecté à tout autre Annonceur

Contenu

L'Annonceur certifie que le message publicitaire devant être inséré sur les supports commercialisés par la Régie ne contrevient à aucun droit, règle ou législation en vigueur applicable ni aux recommandations de l'Autorité de Régulation Professionnelle de la Publicité (ARPP) et qu'il ne comporte aucun contenu diffamatoire et/ou dommageable à l'égard d'un tiers. La responsabilité de la Régie et/ou des éditeurs ne saurait être engagée par les messages publicitaires, lesquels sont diffusés sous la seule responsabilité de l'Annonceur. L'Annonceur est responsable de l'obtention de tous les droits et autorisations nécessaires pour la diffusion du message publicitaire et du paiement des éventuels droits afférents et certifie qu'il dispose de ces droits. Les messages publicitaires devront être remis à la Régie accompagnés des mentions imposées par la loi et/ou demandées par les ayants droit (notamment par les organismes de gestion collective des droits de propriété intellectuelle). L'Annonceur garantit la Régie et l'éditeur contre toute réclamation fondée sur le fait que le message publicitaire viole les droits de tiers, la loi applicable et/ou la déontologie publicitaire et indemniser la Régie et l'éditeur de toutes les conséquences en découlant y compris les dommages et intérêts ou indemnité transactionnelle et plus généralement tous frais, charges et dépenses que la Régie et l'éditeur auraient à supporter de ce fait en ce compris les honoraires et frais de conseils.

L'Annonceur s'engage à fournir des publicités exemptes de virus et/ou de tout autre élément similaire de nature à affecter la publicité. En cas de piratage, l'Annonceur s'engage à supprimer sans délai, la publicité piratée. En tout état de cause, la Régie pourra retirer, sans délai, ni préavis, toute publicité piratée et/ou contenant un virus ou un élément de nature similaire, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice de la Régie. En revanche, en ce cas, l'Annonceur ne pourra bénéficier d'aucune indemnité du fait de ce retrait. La Régie se réserve le droit de refuser toute publicité qu'elle jugera contraire à la bonne tenue, à la bonne présentation ou à la ligne

éditoriale du support dans lequel la publicité doit être insérée. La Régie se réserve également le droit de refuser toutes publicités dont la provenance lui semblerait douteuse ou qui seraient contraires aux règles de sa profession, ainsi que toutes celles susceptibles de porter atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs ou de heurter les convictions morales, religieuses, culturelles et politiques des utilisateurs des supports digitaux commercialisés par la Régie.

Réservation

Les emplacements Premium sont à confirmer deux semaines avant la date de bouclage commercial (soit 10 jours ouvrés).

Report et annulation de parution

Toute demande de modification ou d'annulation partielle ou totale devra parvenir par écrit par LRAR et ne saurait être acceptée sans contrepartie qu'à condition expresse de respecter un délai de : 10 semaines avant parution.

En cas de non-respect de ces délais, toute annulation fera l'objet d'un dédit progressif comme suit :

Préavis compris entre 40 et 15 jours de la date de parution : 25 % du tarif applicable

Préavis compris entre 14 et 7 jours de la parution : 50 % du tarif applicable

Préavis inférieur à 7 jours avant date de parution : 100 % du tarif applicable.

En cas de demande de suppression ou report de la part de l'annonceur, MediaObs et l'annonceur tenteront de convenir d'une date de report. Si aucune date ne pouvait être convenue, l'ordre de publicité sera annulé et l'intégralité de prix convenu sera néanmoins facturée à l'annonceur.

Utilisation du titre

Les titres des publications appartenant à leurs éditeurs respectifs, leur nom ne peut être utilisé dans une annonce de publicité sans autorisation préalable écrite de l'éditeur (nous consulter).

Règlement

Tout ordre de publicité d'un annonceur transmis par un mandataire ne sera valablement pris en compte que contre remise par l'annonceur au régisseur d'une notification de mandat dûment remplie et signée qui devra préciser notamment que les conditions générales de vente dudit régisseur ont été portées à la connaissance de l'annonceur qui déclare les accepter. Le règlement sera demandé à la remise de l'ordre lorsque celui-ci émanera d'un nouvel annonceur, d'un nouveau mandataire, d'une commande inférieure à 1 000 € HT ou lorsque le client n'aura pas respecté une ou plusieurs échéances de paiement antérieures ou pour tout dépassement d'encours tel qu'autorisé et estimé par MediaObs. Suivant l'importance ou la nature du travail à exécuter, il pourra être alors demandé une avance de 30% du montant HT à la commande. La publicité est payable sans escompte à 30 jours fin de mois de facturation. Conformément aux 2e et 3e alinéas de l'article L.441-6 du Code du

Commerce, des pénalités de retard sont exigibles le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture dans le cas où les sommes dues sont réglées après cette date. Ces pénalités de retard sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire. Sauf disposition contraire qui ne peut toutefois fixer un taux inférieur à trois fois le taux d'intérêt légal, ce taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de financement la plus récente majorée de 10 points de pourcentage. Une indemnité forfaitaire de frais de recouvrement de 40 euros sera exigée pour tout retard de paiement. L'annonceur est dans tous les cas responsable du paiement de l'ordre de publicité aux conditions définies au tarif. Toute réclamation sur les éléments de la facture doit être portée à la connaissance de MediaObs par lettre recommandée avec AR dans un délai de 10 jours après réception de facture.

Protection des informations

La régie peut être amenée à collecter des informations personnelles fournies par les Annonceurs/Clients. L'Annonceur/Client peut demander à tout moment que ses informations ne soient pas communiquées à des tiers. La collecte et le traitement des informations personnelles sur Internet doivent se faire dans le respect des droits fondamentaux des personnes. Par conséquent, la régie s'engage à une politique de traitement en conformité avec la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ». Tout Annonceur/Client dispose, au titre de ladite Loi d'un droit d'accès et d'un droit de rectification aux données personnelles le concernant. Il peut exercer ces droits en contactant : MEDIAOBS, à l'attention de Catherine Fernandes, 44 rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris.

Modifications

MediaObs se réserve le droit de modifier ses tarifs et sa politique commerciale sans délai ni préavis.

Documents et Bon à tirer

Les documents techniques devront être de qualité conforme aux spécifications techniques des supports. Dans le cas contraire, MediaObs ne pourra être tenu pour responsable de la mauvaise qualité de leur reproduction. La remise des Eléments techniques doit se faire dans le respect des dates de bouclage, soit au minimum 2 semaines avant la parution, leur remise hors délai entraînera la facturation par la régie au prix normal quand bien même la parution n'aurait pu intervenir. Par ailleurs, tout bon à tirer non renvoyé dans les 48 heures implique l'accord de l'annonceur et dégage la responsabilité de MediaObs. Tous les textes, fichiers informatiques ou photographies de type rédactionnel seront précédés ou suivis de la mention « publi-information » ou « publi-reportage ». Ces textes, photographies ou fichiers informatiques devront être soumis à l'accord des supports et de la régie. Les fichiers informatiques et documents non réclamés dans un délai de 12 mois suivant la parution seront détruits.

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

Créations graphiques

Les créations graphiques réalisées par MediaObs pour le compte des annonceurs sont destinées exclusivement aux parutions faisant l'objet d'un ordre de publicité signé par MediaObs dans les supports dont il assure la régie publicitaire. Ces créations graphiques feront l'objet d'une facturation de frais techniques (cf tarifs sur demande).

Toute création publicitaire exécutée par les soins de la régie ou des supports reste leur propriété artistique.

L'annonceur peut cependant acquérir le droit d'exploiter ces créations dans tout autre support de communication pour un montant forfaitaire équivalent à trois fois le prix facturé pour cette prestation.

Justificatifs

Un justificatif par parution est envoyé à l'agence et un exemplaire par insertion à l'annonceur après parution.

Modification ou annulation de campagne Digitale

Toute annulation, totale ou partielle, d'un ordre de publicité par l'Annonceur ou son Mandataire devra être adressée obligatoirement à la Régie par lettre recommandée AR et ne prendra effet qu'à compter de sa réception par la Régie. Elle entraînera, à la charge de l'Annonceur, un dédit dans les conditions suivantes :

- À moins de 15 jours Ouvrés de la date de démarrage prévue, la Régie facturera un dédit de 50% du Montant Net Net Tarifaire annulé.
- À moins de 7 jours Ouvrés de la date de démarrage prévue, la Régie facturera un dédit de 80% du Montant Net Net Tarifaire annulé.

Si l'Annonceur souhaite annuler une campagne qui a déjà démarré, la Régie se réserve le droit de facturer l'intégralité de la campagne telle que réservée.

Frais de décalage de campagne

- Réception de la demande de décalage jusqu'à 15 jours Ouvrés avant date de diffusion : pas de frais.
- De 15 jours à 5 jours Ouvrés avant la date de diffusion : facturation de 30% du Montant Net Net Tarifaire de l'OI décalé.
- Moins de 5 jours Ouvrés avant la date de diffusion : facturation de 50% du Montant Net Net Tarifaire de l'OI décalé.

Frais de retard de livraison des éléments

Les éléments de la création publicitaire, y compris les éventuels documents techniques, devront être livrés dans un délai de 2 jours Ouvrés minimum avant la date de diffusion de la campagne publicitaire concernant les bannières gifs ou gifs animés.

Tous les éléments techniques pour les formats publicitaires hors gifs et gifs animés devront être transmis pour test au moins 5 jours Ouvrés avant le début de la campagne.

Le (ou les) outil(s) de diffusion (adserver) de

la Régie font foi dans le calcul de la volumétrie diffusée par campagne.

Tout retard de livraison des éléments par l'Annonceur lui fait perdre le droit à la remise volume. La Régie facturera la totalité du prix correspondant au volume réservé sur l'OI, que l'Annonceur devra régler en intégralité quand bien même la parution n'a pas pu intervenir. Aucune réclamation ne pourra être formulée par l'Annonceur à ce titre.

Tags, Cookies ou autres traceurs au sein des créations Publicitaires

Cookies, tags et traceurs ayant d'autre(s) finalité(s) que la seule mesure de l'efficacité de la campagne publicitaire.

Toute insertion de cookies, tags ou autres traceurs dans les créations ou messages publicitaires remis à la Régie et/ou insérés dans les supports digitaux commercialisés par la Régie, visant à recueillir quelque donnée que ce soit, et ayant d'autres finalités que la seule mesure de l'efficacité de la campagne publicitaire est interdite, sauf à obtenir l'accord exprès préalable et écrit de la Régie. La demande d'autorisation devra détailler l'ensemble des finalités des cookies et autres traceurs dont l'insertion au sein des messages publicitaires est sollicitée, les types de données collectées par ces traceurs, leur durée de conservation et les destinataires de ces données.

Cookies, tags et traceurs ayant pour seule finalité la mesure de l'efficacité de la campagne publicitaire

La Régie devra être informée par l'Annonceur ou son éventuel Mandataire, au moment de la réservation de l'espace publicitaire, de l'insertion de tags, cookies ou autres traceurs similaires au sein des messages publicitaires ayant pour seule finalité la mesure de l'efficacité de la campagne publicitaire. Le transfert de ces données à quelque tiers que ce soit n'est pas autorisé.

L'Annonceur sera responsable du bon fonctionnement de cet outil de tracking et s'engage notamment à remédier dans les plus brefs délais à tout dysfonctionnement qui lui serait notifié par la Régie. Il est expressément convenu que les données collectées au moyen de ces tags n'ont qu'un caractère informatif, seules les statistiques de diffusion des campagnes fournies par la Régie faisant foi entre les parties. Dispositions applicables à l'ensemble des cookies, tags et autres traceurs.

En aucun cas, les tags, cookies et autres traceurs similaires insérés dans les messages publicitaires ne pourront collecter des données personnelles au sens de la définition donnée par la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « Loi Informatiques et Libertés », en ce compris toutes données dites « sensibles » telles que les données relatives aux origines raciales ou ethniques, aux opinions politiques, philosophiques ou religieuses, à l'appartenance syndicale, la santé ou l'orientation sexuelle des personnes.

En tout état de cause, l'Annonceur sera tenu de respecter la réglementation prévue par la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite

« Loi Informatiques et Libertés » applicable en la matière ainsi que la réglementation relative aux tags et cookies et autres traceurs intégrés dans les messages publicitaires et d'assurer la sécurité et la confidentialité des données collectées. L'Annonceur assumera toutes les conséquences directes ou indirectes pouvant découler du non-respect de ces dispositions, sans que la responsabilité de la Régie ne puisse être recherchée.

L'Annonceur s'engage à ce que les cookies, tags et autres traceurs insérés dans les messages publicitaires soient supprimés dès la fin de la campagne publicitaire telle que mentionnée dans l'ordre ou le contrat de publicité.

Si, pendant la diffusion d'un message publicitaire, la Régie constate une violation du présent article, la Régie se réserve le droit, sans que l'Annonceur ne puisse réclamer une quelconque indemnité, de demander à l'Annonceur qu'il modifie ou désactive ou fasse désactiver les tags, cookies et autres traceurs insérés dans les créations publicitaires, sans délai et suspendre la campagne jusqu'à réception du message publicitaire sans tag, cookie ou autres traceurs.

Loi applicable - Attribution de juridiction

Les relations entre MediaObs et le client sont soumises au droit français, qui est seul applicable. Tout différend relatif à la validité, à l'interprétation et/ou à l'exécution du présent contrat sera de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Paris, auquel il est fait attribution de juridiction et ce nonobstant pluralité des défendeurs ou appel en garantie.